Piriou, Anne & Sibeud, Emmanuelle (sous la direction de). – *L'africanisme en questions*. Paris, Centre d'études africaines/École des hautes études en sciences sociales, 1997, 121 p. (« Dossiers africains »).

Kusum Aggarwal

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/1477>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.1477

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2002

ISBN : 978-2-7132-1420-2

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Kusum Aggarwal, « Piriou, Anne & Sibeud, Emmanuelle (sous la direction de). – *L'africanisme en questions*. Paris, Centre d'études africaines/École des hautes études en sciences sociales, 1997, 121 p. (« Dossiers africains »). », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 165 | 2002, mis en ligne le 25 mai 2005, consulté le 03 février 2021. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/1477> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesafriaines.1477>

Ce document a été généré automatiquement le 3 février 2021.

© Cahiers d'Études africaines

Piriou, Anne & Sibeud, Emmanuelle
(sous la direction de). – *L'africanisme
en questions*. Paris, Centre d'études
africaines/École des hautes études
en sciences sociales, 1997, 121 p.
(« Dossiers africains »).

Kusum Aggarwal

- 1 Au faisceau sans cesse croissant d'essais et d'études élaborant une réflexion critique sur l'anthropologie, *L'africanisme en questions* apporte une contribution novatrice. Cela au moins pour deux raisons. D'abord sur le plan de la perspective méthodologique retenue par les contributeurs, qui tiennent avant tout à interroger les conditions consubstantielles à l'élaboration et à l'essor de l'africanisme dans son historicité comme un phénomène total et continu. Plus que de sonder ou de décrire l'aboutissement auquel parvient une démarche scientifique, notamment par les représentations, les discours ou les catégories qu'elle investit, invente et légitime, il est question ici de faire ressortir le fonctionnement institutionnel de l'africanisme en liaison avec les collectivités sociales, locales et métropolitaines, qui ont concouru à sa construction. Ensuite, sur le plan de la conscience disciplinaire qui anime l'ouvrage qui se conçoit *a priori* comme une contribution à l'édification d'une spécialisation naissante : l'histoire de l'africanisme, à la manière de ce que Stocking avait conçu pour l'anthropologie (cf. introduction : « Observers Observed », 1983). Entreprise sans doute ambitieuse mais qui renvoie à la prise de conscience du manquement d'une investigation rigoureuse et systématique sur les étapes successives conduisant à l'élaboration d'une science portant sur l'Afrique. En effet, si l'africanisme est invoqué dans de nombreuses études historiques et anthropologiques, à titre de référent ou pour les besoins d'une lecture critique, il ne s'est guère agi jusqu'à présent de le considérer

comme un axe de réflexion en soi et pour soi, ayant la consistance et la cohérence d'une forme de savoir susceptible de faire l'objet d'une histoire et d'une sociologie.

- 2 L'ouvrage est constitué de cinq essais présentés à l'occasion d'une journée d'étude qui s'est tenue en 1994 au Centre d'études africaines à l'École des hautes études en sciences sociales autour du thème « Quelle science pour l'Afrique ? Africanisme et science sociale », et qui a réuni quelques jeunes chercheurs soucieux de mener une réflexion sur « la manière dont les savoirs dont ils héritent aujourd'hui se sont constitués » (p. 7). Motivée par un sentiment de malaise devant les contradictions qui pèsent sur la recherche africaniste, cette investigation des lieux de mémoire de la discipline se donne comme but de traquer la présence, au sein des études africaines, des survivances de l'africanisme colonial qui resurgissent encore en dépit des épurations épistémologiques et méthodologiques des quarante dernières années. Cet inventaire d'un africanisme controversé s'explique donc par la nécessité de questionner les conditions d'accès à l'objet africain dans le contexte actuel caractérisé par une démultiplication des instances de production scientifique, à l'échelle nationale par exemple, qui sont en outre, chacune à leur manière, en correspondance avec un mode particulier de l'organisation du réseau scientifique. Ce constat sur les fondements équivoques des pratiques africanistes est, à mon sens, le fil conducteur de l'ouvrage ainsi qu'on le signale dès l'introduction : « La répartition inégalitaire de la légitimité scientifique à l'intérieur de la communauté internationale des spécialistes de l'Afrique se fonde toujours sur ce singulier rapport à l'objet africain qui définissait l'africanisme » (p. 15).
- 3 La vigilance quant à l'existence d'une multitude de configurations africanistes conduira donc les auteurs à recourir plus ou moins systématiquement à une approche comparatiste. L'essai liminaire (Benôit de l'Estoile, « Africanisme et Africanism. Esquisse d'une comparaison franco-britannique ») donne le ton : il s'ouvre sur le constat que l'africanisme est une particularité française qui n'existe point ailleurs. Une enquête lexicographique touffue sert à préciser l'originalité de la science française conçue davantage en termes de « spécialisation géographique » qu'en termes de « spécialisation disciplinaire », à la différence de la Grande-Bretagne où elle se définit d'abord comme un domaine d'étude sous l'appellation d'*African Studies*. Cette observation riche en implications quant au mode d'organisation de l'africanisme français est suivie d'un parallèle entre deux institutions créées dans l'Entre-deux-guerres en vue de promouvoir et de consolider les études africaines : la Société des africanistes (1930) en France et l'International Institute of African Languages and Cultures (1926) en Grande-Bretagne « correspondant à des constellations d'intérêts très différents » (p. 41). L'impulsion de la perspective réformatrice des missionnaires et les exigences de la politique de l'association combinées à l'influence de Malinowski et de l'anthropologie sociale entraînèrent très vite les études africaines britanniques vers une organisation disciplinaire, ouverte par ailleurs à la contemporanéité des sociétés africaines. Or, la naissance de l'africanisme français s'effectua au contraire sous les auspices du « patriotisme scientifique » (p. 28), pour les besoins d'une politique coloniale en quête de légitimité.
- 4 La codification du savoir passe forcément par le biais des « communautés savantes historiquement situées » (p. 44), des hommes de savoir se chargeant de faire œuvre scientifique pour réparer ce qui est ressenti comme une déficience dans les connaissances humaines. Prenant le cas de la revue de l'École coloniale, la *Revue*

d'*Outre-Mer*, l'un des principaux organes de la diffusion des travaux coloniaux dans les années trente, le second essai (Anne Piriou, « Indigénisme et changement social ») étudie la façon dont s'opéra la liaison entre colonisation et connaissance, entre l'action politique et la recherche scientifique autour de l'humanisme indigéniste de quelques coloniaux soucieux de formaliser « une théorie cohérente de la politique et du développement des indigènes fondée sur la prise en compte de la spécificité des Africains » (p. 49). Cependant, ainsi que le montre l'auteur, le positionnement de ces précurseurs de l'africanisme (Labouret, Delavignette, Delafosse, Hardy) marqué par leur double allégeance à la fois à l'action coloniale et à la connaissance des sociétés colonisées, au monde du savoir et au monde social, malgré les restrictions que cela imposa à l'accession de l'africanisme « au stade scientifique », contribua au renouvellement de l'espace intellectuel colonial où les élites ouest-africaines participèrent désormais à « la fondation conjointe d'un savoir et de sa légitimité » (p. 63).

- 5 Toutefois, l'élargissement de la communauté scientifique n'a guère infléchi l'évolution de la recherche africaniste, au moins dans la forme qu'elle devait épouser au sein des instances étroitement liées à l'œuvre coloniale. Les commémorations célébrant le soixantième anniversaire de la Société des africanistes (avec un retard de trois ans en 1993) mettent en évidence ce constat ainsi que le montre le troisième essai (Emmanuelle Sibeud, « L'Afrique d'une société savante. Les Africanistes et leur mémoire »). À partir d'une analyse de la signification de cette commémoration, à l'appui notamment d'une relecture de la brochure *L'Afrique d'une société savante*, réunissant un choix de textes dont une partie évoque les moments fondateurs de l'africanisme, l'auteur montre que « pour les africanistes, le devoir de mémoire se confond encore avec une pesante obligation de continuité » (p. 72). Situation à laquelle peut seule remédier une ouverture des études africanistes sur « une histoire de la France coloniale, c'est-à-dire des multiples acteurs d'une nébuleuse dont le parti colonial est le centre, autant que sur une histoire intellectuelle des sciences de l'homme dans le contexte français » (p. 83).
- 6 Les deux dernières contributions interrogent le mode d'organisation de l'africanisme colonial pour sa partialité disciplinaire fondée, en raison des considérations idéologiques, sur la négligence de certaines spécialisations et approches. En ce sens, Elisée Coulibaly (« L'archéologie, science oubliée des études africanistes françaises ») signale une anomalie : si la recherche africaniste s'investit en archéologie préhistorique (étude du passé de l'homme de l'aube de l'humanité à la période néolithique), il n'en est pas de même pour ce qui est de l'archéologie protohistorique et historique, reléguée aux oubliettes au profit de la vie symbolique ou de la cosmogonie des peuples africains. Or, estime l'auteur, le développement de l'ethnoarchéologie représente un enjeu considérable pour la connaissance « des rapports entre le comportement humain récurrent et les éléments de la culture matérielle » (p. 107) en vue d'élucider le passé historique des sociétés africaines. Agnès Lambert (« Anthropologie et économie : l'exemple des marchés céréaliers ouest-africains ») questionne un autre versant de l'évolution des études africaines en analysant les modifications survenues dès les années 1980 où l'application du modèle libéral, quelles que soient ses limites, a paru comme un facteur susceptible de « désenclaver les sociétés africaines, [de] contester leurs spécificités dans la mesure où le mal-développement est interprété avec des instruments dont la validité est admise pour toutes les économies et sociétés » (p. 111). La conjonction de l'approche anthropologique et des catégories économiques peut

alors, à son avis, féconder d'autres voies de recherches dans les études africaines et participer « au désenclavement intellectuel de l'Afrique » (p. 121).

- 7 Ces essais, évitant les excès de l'hagiographie et de la dénonciation, cherchent à mesurer, à leur juste valeur, les ambiguïtés de la production scientifique coloniale, nous restituant ainsi un chaînon manquant dans l'historiographie africaniste. Le littéraire ainsi que le scientifique profiteront de cette lecture qui donne matière à réflexion. Il est regrettable cependant que l'éclairage porté sur les dérives de l'africanisme colonial ne s'accompagne pas toujours, de manière systématique, d'une analyse rigoureuse des conditions actuelles de la recherche africaniste teintée tout autant par d'autres exigences. À cette fin, il nous faudrait peut-être plutôt une sociologie des modes de production et de consécration des communautés et des pratiques scientifiques contemporaines au sens où Hountondji l'entendait en conviant à « une authentique subversion fondée sur une véritable connaissance de la société contemporaine et de ses défauts »¹.

NOTES

1. V. Y. Mudimbe, ed., *The Surreptitious Speech*, Chicago-London, The University of Chicago Press, 1992.